

Envoyé en préfecture le 26/09/2022

Reçu en préfecture le 26/09/2022

Affiché le - 8 OCT. 2022



ID : 063-200083921-20220926-202221A-AR

**COMMUNE DE MUR-SUR-ALLIER**  
**ARRETE MUNICIPAL N° 2022-221**  
**ARRETE DONNANT DELEGATION**  
**DE FONCTION AUX CONSEILLERS DELEGUES**

**Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2021-136 du 31 mai 2021**

**Le Maire de MUR-SUR-ALLIER,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18 ainsi conçu : « Le maire est seul chargé de l'administration, mais il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à des membres du conseil municipal »,

**Vu** la séance d'installation du conseil municipal du 3 juillet 2020, au cours de laquelle il a été procédé à l'élection du Maire, des adjoints et à la nomination des maires délégués,

**Vu** la séance du conseil municipal du 23 septembre 2022 au cours de laquelle il a été procédé à l'élection de la 7<sup>ème</sup> adjointe,

**Considérant que** pour permettre une bonne administration de l'activité communale, il convient de donner délégation de fonction à certains membres du conseil municipal qui deviennent conseillers délégués, à compter du 1er octobre 2022,

**ARRETE**

**Article 1 :** Il est donné délégation de fonction, sous la surveillance et la responsabilité de M. le Maire, à :

- \* M. François Pignol : conseiller délégué à la Communication
- \* M. Louis Pereira : conseiller délégué au Digital
- \* M. Vincent Mazin et M. Jean-Pierre Rodier : conseillers délégués à l'Aménagement du territoire et aux Travaux
- \* Mme Lydie Robert : conseillère déléguée au Social, aux Solidarités et à la Conciergerie.

**Article 2 :** Ces délégations sont accordées à compter du 1er octobre 2022 et, sauf avis contraire, pour la durée du présent mandat.

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 4 :** La Secrétaire Générale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à M. le Préfet. Ampliation transmise au comptable de la collectivité. Le présent arrêté sera porté à la connaissance des administrés par voie d'affichage.

Mur-sur-Allier, le 26 septembre 2022

Le Maire,

**Jean DELAUGERRE**